



16 juin 2016

(16-3305)

Page: 1/4

Comité des accords commerciaux régionaux

Original: anglais/espagnol

**ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE ENTRE LA FÉDÉRATION DE RUSSIE  
ET LA SERBIE (MARCHANDISES)**

**QUESTIONS ET RÉPONSES**

La communication ci-après, datée du 15 juin 2016, est distribuée à la demande des délégations de la Fédération de Russie et de la Serbie.

Les questions adressées aux Parties et les réponses communiquées sont reproduites dans le présent document.

**Questions de la délégation du Chili**

**Mesures de sauvegarde globales**

1.1. Paragraphe 3.31: "Dès que l'une des Parties décide d'engager une procédure d'enquête, elle en informe l'autre Partie et lui communique les renseignements requis par sa propre législation. Si les Parties n'arrivent pas à s'entendre sur une solution mutuellement acceptable dans les 30 jours qui suivent le début des consultations au sein du Groupe de travail, la Partie qui ouvre l'enquête est autorisée à prendre les mesures requises pour éliminer le dommage causé par l'accroissement des importations en provenance de l'autre Partie, et elle doit informer cette dernière de sa décision. La portée et la période d'application de la mesure doivent être, conformément à l'article 16 de l'Accord, limitées à ce qui est nécessaire pour réparer le dommage. Les Parties doivent donner la préférence aux mesures qui nuisent le moins possible à la réalisation des objectifs de l'Accord. À titre exceptionnel, lorsqu'un retard dans l'adoption des mesures risque de causer un dommage qu'il serait difficile de réparer, la Partie qui engage la procédure pourra prendre des mesures intérimaires avant de consulter l'autre Partie dans le cadre du Groupe de travail, à condition que ces consultations s'ouvrent immédiatement après l'application des mesures intérimaires."

- a. Au sujet de la phrase prévoyant que "la Partie qui ouvre l'enquête est autorisée à prendre les mesures requises pour éliminer le dommage causé par l'accroissement des importations en provenance de l'autre Partie", le Chili aimerait savoir si les mesures auxquelles il est fait référence sont provisoires ou définitives.

L'article 15 de l'Accord, qui traite spécifiquement de l'application de mesures de sauvegarde, donne à une Partie la possibilité d'appliquer des mesures de sauvegarde si des marchandises sont importées sur son territoire en des quantités et à des conditions telles que cette importation cause ou menace de causer un dommage important aux producteurs nationaux de produits similaires ou directement concurrents dans le pays importateur. Au titre de l'article 15, les mesures de sauvegarde doivent être appliquées conformément à la législation nationale des Parties et à la procédure définie dans l'article 16 de l'Accord. En vertu de l'article 16, à titre exceptionnel, lorsqu'un retard dans l'application des mesures visées à l'article 15 causerait un tort qu'il serait difficile de réparer, la Partie qui a engagé la procédure pourra prendre des mesures provisoires. Par conséquent, conformément à l'Accord, des mesures tant provisoires que définitives peuvent être appliquées selon les circonstances.

- b. Étant donné que la portée de la mesure est déterminée en vue d'annuler le dommage, et que le dommage visé dans ce contexte est celui qui est causé par les importations provenant de l'autre Partie, le Chili serait reconnaissant aux Parties de bien vouloir préciser si l'application de la mesure est globale.**

Aucune disposition de l'Accord ne traite des mesures de sauvegarde bilatérales, par conséquent toutes les mesures de sauvegarde doivent être appliquées au niveau mondial. Il convient de noter que les dispositions du texte faisant foi de l'Accord relatives à l'application de mesures de sauvegarde ne donnent pas de précisions concernant la provenance des importations. L'article 16 de l'Accord prévoit un mécanisme de consultations entre les Parties avant l'application des mesures afin de trouver une solution mutuellement acceptable. Si les parties échouent à trouver une solution dans les 30 jours après le début des consultations, la Partie qui a ouvert l'enquête a le droit d'appliquer les mesures nécessaires pour supprimer le dommage (grave) ou la menace de dommage (grave), après en avoir informé l'autre Partie. L'Accord ne prévoit pas l'application de "mesures requises pour éliminer le dommage causé par l'accroissement des importations en provenance de l'autre Partie" dont il est question dans le rapport du Secrétariat de l'OMC (WT/REG326/1, paragraphe 3.31).

- c. Dans le cas où la mesure s'appliquerait seulement à l'autre Partie, le Chili aimerait savoir comment la Russie et la Serbie s'assurent que cette application ne soit pas contraire à l'article 2:2 de l'Accord sur les sauvegardes, qui prévoit que l'application d'une mesure doit être indépendante de la provenance du produit.**

Comme indiqué précédemment, aucune des dispositions de l'Accord traitant de l'application de mesures de sauvegarde ne précise la provenance des importations. Par ailleurs, l'Accord ne prévoit pas l'application de mesures de sauvegarde bilatérales. En conséquence, aucune mesure de sauvegarde ne peut être appliquée uniquement à un produit provenant de l'autre Partie.

#### **Question de la délégation de Singapour**

**1.2. L'Union économique eurasienne (qui comprend la Russie, l'Arménie, le Bélarus, le Kazakhstan et le Kirghizistan) est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2015. Nous aimerions en savoir plus sur les incidences de cette entrée en vigueur sur la mise en œuvre de l'ALE Russie-Serbie. La portée de l'ALE sera-t-elle étendue pour inclure les quatre autres États membres?**

À la suite de l'établissement de l'Union douanière entre la Russie, le Kazakhstan et le Bélarus, ces pays ont décidé d'unifier leur régime de commerce des marchandises avec celui de la Serbie. Pour ce faire, les membres de l'Union douanière ont conclu en 2011 des accords de libre-échange bilatéraux avec la République de Serbie.

En raison de la transformation de l'Union douanière en Union économique eurasienne et de l'adhésion de nouveaux membres (Arménie et Kirghizistan) en mai 2016, afin d'unifier le régime commercial, le Conseil économique suprême eurasien au niveau des chefs d'État a pris, au titre de l'article 102 du Traité instituant l'Union économique eurasienne, la décision d'engager des négociations sur le libre-échange entre l'Union économique eurasienne et ses membres, d'une part, et la République de Serbie, d'autre part.

#### **Questions de la délégation des États-Unis**

##### **Question générale**

**1.3. L'Accord de libre-échange (Accord) dont il est question a été conclu entre la Fédération de Russie (Russie) et la Serbie. Cependant, depuis la signature et l'entrée en vigueur provisoire de l'Accord, la Russie est devenue membre de l'Union économique eurasienne (UEE). Les États-Unis aimeraient savoir dans quelle mesure l'appartenance de la Russie à l'UEE affecte ses droits et obligations au titre de l'Accord. Tous les droits et obligations octroyés à la Russie au titre de l'Accord s'ajoutent-ils automatiquement à ceux de l'UEE? La Serbie a-t-elle maintenant un accord de libre-échange avec les cinq membres de l'UEE?**

À la suite de l'établissement de l'Union douanière entre la Russie, le Kazakhstan et le Bélarus, ces pays ont décidé d'unifier leur régime de commerce des marchandises avec celui de la Serbie. Pour ce faire, les membres de l'Union douanière ont conclu en 2011 des accords de libre-échange bilatéraux avec la République de Serbie.

En raison de la transformation de l'Union douanière en Union économique eurasienne et de l'adhésion de nouveaux membres (Arménie et Kirghizistan) en mai 2016, afin d'unifier le régime commercial, le Conseil économique suprême eurasien au niveau des chefs d'État a pris, au titre de l'article 102 du Traité instituant l'Union économique eurasienne, la décision d'engager des négociations sur le libre-échange entre l'Union économique eurasienne et ses membres, d'une part, et la République de Serbie, d'autre part.

#### **Éléments caractéristiques de l'Accord** **Renseignements généraux**

**1.4. Paragraphe 2.1 et note de bas de page 1: D'après le rapport du Secrétariat, l'Accord est appliqué provisoirement et les Parties "indiquent que [...] la date de mise en œuvre intégrale est sans objet". Les Parties pourraient-elles préciser la portée juridique d'une application "à titre provisoire", et indiquer pourquoi la "mise en œuvre intégrale est sans objet"? Envisagent-elles une mise en œuvre intégrale? Veuillez aussi indiquer si tous les éléments de l'Accord ont été mis en œuvre (même si ce n'est qu'à titre provisoire) et, si ce n'est pas le cas, quels éléments ont été et n'ont pas été mis en œuvre. Si des éléments de l'Accord n'ont pas encore été mis en œuvre à titre provisoire, veuillez indiquer si leur mise en œuvre provisoire est prévue à un moment ou à un autre avant la mise en œuvre intégrale de l'Accord.**

Le fait que l'ALE est appliqué provisoirement n'a pas d'incidences sur le commerce bilatéral, puisqu'il est appliqué de la même manière que s'il était mis en œuvre intégralement. L'ensemble de l'ALE est pleinement appliqué dans la mesure du possible, puisque pour la Russie, en tant que membre de l'UEE, les possibilités de modifier les droits d'importation sont limitées.

#### **Dispositions relatives au commerce des marchandises** **Droits, impositions et restrictions quantitatives à l'importation** **Dispositions générales**

**1.5. Quel est le traitement réservé aux produits serbes dans les États membres de l'UEE autres que la Russie? En théorie, si l'UEE a supprimé les contrôles aux frontières, un produit devrait, une fois entré sur le territoire de l'UEE, pouvoir circuler librement dans les autres États membres de l'UEE. Les marchandises originaires de Serbie admises en franchise sur le territoire russe sont-elles autorisées à passer ensuite en Arménie, au Bélarus, au Kazakhstan et en République kirghize sans autre intervention des douanes? Quel est le traitement réservé aux marchandises originaires de Serbie qui sont transbordées en Russie à destination de l'Arménie, du Bélarus, du Kazakhstan et de la République kirghize? Quel est le traitement réservé aux marchandises d'origine serbe entrant en Arménie, au Bélarus, au Kazakhstan et en République kirghize sans passer par le territoire russe?**

Dans le cadre des ALE bilatéraux existants entre certains membres de l'UEE (Bélarus, Kazakhstan et Russie) et la Serbie, les marchandises originaires de Serbie bénéficient des mêmes préférences auprès de ces membres de l'UEE et peuvent être expédiées librement vers leur territoire. En ce qui concerne l'Arménie et le Kirghizistan, le même traitement préférentiel devrait être accordé une fois que le régime commercial aura été harmonisé entre l'UEE et ses États membres, d'une part, et la République de Serbie, d'autre part.

**1.6. Paragraphe 3.1: Le rapport du Secrétariat indique que l'article 4 de l'Accord prévoit que les Parties "s'efforcent" d'éliminer progressivement les droits d'importation frappant les échanges bilatéraux dans un délai de cinq ans.**

- a. Que se passe-t-il si l'une des deux Parties n'élimine pas ses droits de douane dans un délai de cinq ans?**

- b. L'Accord contient-il des engagements juridiquement contraignants d'élimination de tous les droits de douane? Dans l'affirmative, quel est le délai prévu? Dans la négative, l'Accord contient-il des engagements juridiquement contraignants d'élimination des droits de douane sur certains produits? Si c'est le cas, veuillez désigner ces produits et préciser quel est le calendrier d'élimination des droits de douane pour chacun d'entre eux. Veuillez mettre en évidence les passages en lien avec ces engagements dans l'Accord.

En vertu de l'article 4, les Parties ont le droit d'entamer des négociations à cet effet. Le Protocole du 22 juin 2011 a modifié la liste des marchandises qui ne bénéficient pas d'un traitement préférentiel. Étant donné qu'en 2011 les ALE bilatéraux avec le Bélarus et le Kazakhstan ont établi le même régime commercial pour l'importation des marchandises originaires de Serbie, toute nouvelle suppression de droits d'importation de l'UEE devrait faire l'objet des mêmes modifications dans les trois ALE simultanément.

### **Règles d'origine**

**1.7. Paragraphe 3.14: Le rapport du Secrétariat indique que l'Accord autorise le cumul des matières en provenance de Russie, de Serbie, du Bélarus ou du Kazakhstan. L'Accord a-t-il été modifié pour permettre le cumul des matières en provenance d'Arménie et de République kirghize après l'adhésion de ces pays à l'UEE?**

Aucune disposition ne prévoit le cumul des matières originaire d'Arménie ou de République kirghize. Néanmoins, le cumul devrait être prévu une fois que l'unification du régime commercial entre l'UEE et ses États membres, d'une part, et la République de Serbie d'autre part, sera achevée.

### **Dispositions réglementaires de l'Accord**

#### **Normes**

#### **Mesures sanitaires et phytosanitaires**

**1.8. Paragraphes 3.24 et 3.25: Cette section du rapport du Secrétariat concerne les "réglementations [des Parties] dans le domaine des services vétérinaires, de la quarantaine et de la préservation des végétaux". Dans le cas de la Russie, les réglementations en question sont-elles celles de la Fédération de Russie ou celles de l'UEE?**

L'expression "réglementations [des Parties]" dans l'article 6 de l'Accord désigne la législation russe. Ainsi, il y a lieu de noter que conformément à l'article 15.4 de la Constitution de la Fédération de Russie, les traités internationaux conclus par la Fédération de Russie font partie intégrante de son système juridique. Les actes juridiques de l'UEE sont donc intégrés dans la législation russe relative aux mesures SPS, qui s'applique dans la mesure où elle n'est pas contraire à celle de l'UEE.

### **Obstacles techniques au commerce**

**1.9. Paragraphe 3.27: Le rapport du Secrétariat indique que les Parties ont pour projet de "conclu[re] des accords de reconnaissance mutuelle portant sur les essais, les certificats de conformité ou autres documents" en lien avec les obstacles techniques au commerce. Ces accords seraient-ils conclus entre la Serbie et la Russie ou entre la Serbie et l'UEE? Comment ce projet est-il compatible avec les efforts déployés par la Serbie en vue de se conformer au régime de l'UE en matière de réglementations techniques et d'évaluation de la conformité?**

La Fédération de Russie n'a pas conclu d'accords de reconnaissance mutuelle portant sur les essais, les certificats de conformité ou autres documents avec la Serbie. Le droit de la Russie à conclure de tels accords est limité par ses obligations au titre du Traité instituant l'Union économique eurasiennne.